



**Je suis, tu es,
nous sommes
solidaires ?**

Cloé Stéveny

MOBILISATIONS SOCIALES

CDGAI
Centre de Dynamique des Groupes et d'Analyse Institutionnelle asbl

Publication pédagogique d'éducation permanente



Je suis, tu es, nous sommes solidaires ?

Eléments théoriques et expérience faite
pour mieux comprendre la solidarité.

Auteure
Cloé Stéveny - CDGAI

Concept et coordination
Marie-Anne Muyshondt - CDGAI

**Collection Mobilisations sociales
(comme issues possibles aux injustices) - 2011**

Éditrice responsable : Chantal Faidherbe
Présidente du C.D.G.A.I.
Parc Scientifique du Sart Tilman
Rue Bois Saint-Jean, 9
B 4102 - Seraing - Belgique

Graphisme : Le Graphoscope
legraphoscope@gmail.com

Mobilisations sociales

**Des réactions à nous communiquer,
des expériences à partager,
des questions à poser à l'auteur,
des collaborations à envisager ?**

**Centre de Dynamique des Groupes
et d'Analyse Institutionnelle asbl**

Parc Scientifique du Sart Tilman
Rue Bois Saint-Jean, 9
B.4102 - Seraing
Belgique

Marie-Anne MUYSHONDT
Coordinatrice Education permanente
marie.anne@cdgai.be
www.cdgai.be

Horaire : 9h à 13h et de 14h à 17h

Les publications d'éducation permanente du CDGAI

La finalité de ces publications est de contribuer à construire des échanges de regards et de savoirs de tout type qui nous permettront, collectivement, d'élaborer une société plus humaine, plus «reliante» que celle qui domine actuellement. Fondée sur un système économique capitaliste qui encourage la concurrence de tous avec tous et sur une morale de la responsabilité, notre société fragilise les humains, fragmente leur psychisme et mutile de nombreuses dimensions d'eux-mêmes, les rendant plus vulnérables à toutes les formes de domination et d'oppression sociétales, institutionnelles, organisationnelles, groupales et interpersonnelles.

La collection Mobilisations sociales (comme issues possibles aux injustices)

Cette collection propose des regards pluriels à propos de pratiques de luttes et de mobilisations collectives portées par des citoyens et des citoyennes en recherche d'une démocratie «plus juste».

Elle vise à nourrir notre réflexion et notre esprit critique à propos des fonctionnements collectifs qui nous paraissent «aller de soi».

Proposer un regard qui va au-delà des évidences dans la déconstruction de nos schémas de lecture invisibles, mais également proposer des alternatives qui nous semblent «plus justes», telles sont les ambitions de cette collection.

Pour choisir les thèmes de ces publications pédagogiques, nous avons écouté et questionné divers acteurs du secteur social et socioculturel de Liège et Bruxelles. Pour l'accueil qu'ils nous ont réservé et la franchise de nos échanges, nous remercions toutes les personnes rencontrées.

MOBILISATIONS SOCIALES



SOMMAIRE

Avant-propos	8
Introduction	9
Fiche 1 Le niveau personnel	11
Fiche 2 Le niveau interpersonnel	15
Fiche 3 Le niveau groupal	19
Fiche 4 Le niveau organisationnel	24
Fiche 5 Le niveau institutionnel et sociétal	31
Illustration	36
Conclusion	42
Fiche pratique	45
Bibliographie	53

a VANT = PROPOS



Cette publication, centrée sur la solidarité, se structure à partir d'une approche qui nous est essentielle ; celle du pédagogue Ardoino ayant montré que nous pouvions regarder la réalité humaine selon cinq niveaux imbriqués comme des poupées russes : les niveaux personnel, interpersonnel, groupal, organisationnel, institutionnel et sociétal.

Ce dossier est par ailleurs nourri de divers extraits de textes d'auteurs (sociologues, psychosociologues, philosophes, etc.) choisis pour leur capacité à nous apporter des éléments de compréhension pluriels et complémentaires à propos de ce thème très vaste et complexe qu'est la solidarité.

Enfin, nous remercions Jean-Luc Degée de Peuple et Culture ainsi que les particip'acteurs du restaurant communautaire du Beau Mur pour leur contribution concrète à cette publication pédagogique. Ils et elles nous partagent leur réflexion sur leur propre expérience solidaire, analyse collective qu'ils ont réalisée en acceptant d'utiliser ce dossier théorique pour « lire » leur action. Leur texte collectif, rédigé au départ de leur discussion, vous est présenté comme illustration dans la seconde partie du dossier.

INTRODUCTION

L'ambition de ce dossier est de sensibiliser à la précarité et la complexité de la solidarité. Issue de multiples conquêtes sociales ayant fait l'objet de nombreuses révoltes et tensions politiques, la solidarité économique, sociale et écologique est quotidiennement remise en question. Alors qu'un fossé social se creuse inexorablement en fonction de notre niveau d'éducation, de notre sexe, de notre capacité à travailler ou pas, de notre pays (voire région) d'origine, le principe de solidarité sociale devient un enjeu essentiel pour le monde de demain. Face à la mondialisation et aux objectifs de croissance perpétuelle, comment gérons-nous l'accroissement des inégalités sociales ?

Afin d'élargir notre réflexion, nous avons fait appel à de multiples auteurs, philosophes, psychosociologues et journalistes qui se sont penchés sur cette question. Nous désirons partager avec vous leur point de vue car l'actualité nous montre à quel point la question est cruciale. A l'appel lancé par Stéphane Hessel, Google ramène 1.610.000 références pour "Indignez-vous!" et 6.490.000 pour "indignés".



1 Illustration : des "indignés" espagnols, in www.lemonde.fr

Néanmoins, comprendre les mécanismes de la solidarité économique, sociale et écologique actuellement en jeu est une tâche complexe et vaste. C'est pourquoi, nous pensons qu'il est utile de structurer notre questionnement en s'outillant davantage. Selon Jacques Ardoino (1965), psychosociologue et consultant pour l'UNESCO, il est essentiel, lorsque l'on désire analyser une réalité sociale, de prendre en compte toute sa complexité. C'est pourquoi, l'auteur nous propose d'utiliser une grille de lecture qui comporte cinq niveaux d'analyse : le niveau personnel, le niveau interpersonnel, le niveau groupal, le niveau organisationnel, le niveau sociétal. Nous espérons que cet outil multidimensionnel nous permettra d'élargir notre réflexion stratégique en évitant les analyses réductrices.

Ainsi, pour chaque niveau de lecture, nous avons sélectionné dans ce dossier, de manière partielle et partielle, des extraits d'auteurs qui nous semblaient apporter des éléments de compréhension autour du thème de la solidarité. Tous ces auteurs sont en quête d'un pouvoir social partagé, d'une économie écologique et solidaire, de l'abolition des fractures sociales et chacun nous livre avec sa paire de lunettes disciplinaires les obstacles à cette solidarité rêvée. Par ailleurs, nous avons mis à l'épreuve la grille d'Ardoino en l'utilisant pour alimenter la réflexion d'un petit groupe de participants engagés dans un projet de solidarité en actes. Ce témoignage raconte, expérience faite, les difficultés et victoires d'un restaurant communautaire.



fICHE 1

Le niveau personnel Pourquoi et comment l'empathie, l'altruisme et l'engagement peuvent-ils naître chez les individus ?

Nous trouvons, dans ce premier niveau d'analyse, la question des normes sociales et de la morale humaine. Le champ disciplinaire concerné est la psychologie qui étudie les comportements humains et essaye de comprendre l'individu en faisant référence à sa personnalité, son histoire, ses motivations et ses désirs. Toutes les approches psychologiques actuelles s'accordent à dire que fort heureusement l'**empathie**, l'**altruisme** ou l'**engagement** ne sont pas des caractéristiques ou des traits intrinsèques liés à la personnalité de l'individu : on ne naît pas égoïste ou militant. On peut alors se poser les questions suivantes : pourquoi peut-on passer sans état d'âme devant un SDF et par ailleurs, donner cent euros à la Croix Rouge ? Pourquoi l'individu peut-il se montrer solidaire à certains moments et tellement individualiste à d'autres ?

Beaucoup d'auteurs mettent effectivement en avant l'ambivalence de l'homme et l'impact de la situation sur nos actes de solidarité. Cette ambivalence serait liée au fait que les êtres humains sont des mammifères sociaux. En effet, les anthropologues qui étudient le comportement des primates, tel Frans de Waal², montrent que notre pulsion de survie nous pousse à atteindre des buts individuels mais se confronte régulièrement à notre dépendance aux autres. Cette dépendance fait que les animaux sociaux que nous sommes vont développer différents comportements pour se faire des alliés.

2 Dossier «Le retour de la solidarité», Sciences Humaines, Février 2011, page 36 à 52.

«La morale humaine, telle que nous la connaissons, ne pourrait exister sans les sentiments tels que l'empathie, le désir de prendre sa revanche sur un adversaire, le sens de la réciprocité, la sensibilité aux règles. Ces dispositions spontanées, que nous partageons avec d'autres animaux, sont les bases sur lesquelles reposent nos systèmes moraux les plus conventionnels et raisonnés. (...) Je pense que porter secours à autrui et s'abstenir de lui nuire sont les deux maximes qui définissent la morale humaine universelle. Mais celle-ci n'est pas uniquement liée à l'obtention du bonheur du plus grand nombre : elle naît du besoin de coopérer au sein d'un périmètre social donné. C'est pourquoi la morale s'adresse d'abord à nos proches. Nous aspirons à des principes et des normes universels, mais en pratique nous nous préoccupons surtout de notre propre groupe et nous sommes beaucoup moins soucieux du bien être des autres. La morale peut donc être considérée comme un moyen de renforcer les liens sociaux à l'intérieur d'un groupe donné.»³

Serge Tisseron, psychiatre et psychanalyste français, auteur de nombreux ouvrages, s'interroge lui aussi sur la versatilité des capacités d'empathie inhérentes à l'être humain. *«Tel est bien en effet le principal obstacle à l'empathie : la peur que les émotions que nous éprouvons vis-à-vis d'autrui donnent à celui-ci un pouvoir inacceptable sur nous, que cela nous détourne par exemple de réaliser un projet personnel ou que cela nous empêche d'obéir à un ordre dont dépend notre avenir. (...) Mais en refusant à autrui le droit de nous émouvoir, nous érigeons des défenses contre des chimères. (...) celui qui n'accepte pas une prise de risque - et donc une part d'imprévisible - ne peut accepter d'éprouver de l'empathie. Pour la vivre, il faut apprendre à **faire confiance à soi, aux autres et au monde**. Bien sûr, si nous faisons confiance, nous risquons d'être déçus dans certains cas, mais si nous ne le faisons pas, nous serons déçus quoi qu'il arrive.*

3 Interview de Frans de Waal, Sciences Humaines, Février 2011, page 39.

Enfin, nous avons vu que l'empathie s'apprend. Ou plutôt qu'elle peut être favorisée. Il existe un excellent moyen de le faire : le jeu partagé. Il implique de fusionner avec son personnage, de défusionner d'avec lui et de s'imaginer à la place de l'autre tout en restant soi-même. Il familiarise ainsi avec la plasticité psychique au cœur du processus empathique.»⁴

De l'empathie à la mobilisation pour une cause collective, il y a un grand pas. Guy BAJOIT (2003)⁵, sociologue, professeur émérite de sociologie à l'Université Catholique de Louvain-la-Neuve, s'intéresse depuis plus de 20 ans à la problématique du changement socio-culturel et de l'action collective, tant dans les pays en développement que dans les sociétés industrielles. Il y fait le lien entre le niveau de l'individu et le niveau groupal. Selon l'auteur, les facteurs qui entrent en jeu au niveau personnel sont les besoins d'accomplissement personnel, de reconnaissance sociale et de consonance dans son identité. Si l'individu est capable de lutter contre les inégalités sociales, c'est parce qu'il ressentirait dans sa conscience une incomplétude, une insatisfaction, une souffrance que l'auteur appelle tension existentielle. Les tensions existentielles trouveraient leur origine dans la pratique des relations aux autres. En pratiquant les relations sociales, d'une part les individus apprendraient à intérioriser des attentes relationnelles, des valeurs et à chercher différentes formes de rétributions (argent, pouvoir, reconnaissance,...), d'autre part, cette même pratique leur imposerait des ressources limitées et des contraintes qui sont à l'origine d'**une certaine frustration**.

4 Tisseron, S., L'empathie au cœur du jeu social, Albin Michel, 2010, pages 213 et 214.

5 Nous attirons l'attention du lecteur sur la particularité de cet auteur dont l'approche pourrait être qualifiée d'intégrative tant il fait lui-même le lien entre les différents niveaux d'analyse.

«Pour qu'une action collective conflictuelle durable se produise, il faut que, dans la conscience des individus concernés, trois processus se déclenchent : qu'ils ressentent leur privation comme une frustration, que cette frustration débouche sur leur mobilisation et que leur mobilisation se dote d'une organisation. (...) Il faut qu'une privation (objective) engendre chez les membres d'une catégorie sociale, un sentiment (subjectif) de frustration ; il faut qu'ils prennent conscience que «ce n'est pas juste», que «c'est scandaleux», que «c'est intolérable» ! (...) Il est bien connu que tous les «frustrés» ne se mobilisent pas. Ils ont au moins trois autres solutions : ils peuvent devenir plus loyaux encore vis-à-vis de l'acteur qui les domine, pour en obtenir des faveurs individuelles ; ils peuvent, au contraire, faire défection, rompre la relation avec lui et s'en aller courir leur chance ailleurs ; ils peuvent aussi rester dans la relation, mais devenir apathiques, pragmatiques, opportunistes, en faire le moins possible et profiter des failles du «système». (...) Pour qu'ils se mobilisent dans un mouvement de protestation, il faut que les membres de la catégorie sociale concernée soient entraînés dans la mobilisation par un ou plusieurs groupes d'activistes, qui entreprennent des actions concrètes.»⁶

Si l'on s'en tient à ces différents auteurs, soit l'individu est frustré parce qu'il n'a pas ce qu'il veut et donc, est potentiellement prêt à **se mobiliser**, soit il a appris à **se mettre à la place de l'autre** et manifeste son altruisme par des dons. Pourtant, nous pouvons observer de multiples exemples où l'individu est simplement citoyen, c'est-à-dire responsable de l'impact de son comportement sur les autres. Sans forcément être mobilisé dans un mouvement, l'individu peut lutter contre les inégalités sociales en acceptant de partager les ressources, en refusant d'avoir toujours plus. La question est alors de comprendre pourquoi certains se sentent concernés par le sort des autres alors que d'autres pas. Les autres niveaux d'analyse apporteront peut-être des pistes de réponse.

6 Bajoit, G., De l'individuel au collectif - Comment articuler individuel et collectif en vue du changement social, Antipod, n°192, mai 2011, in www.iteco.be.

Le niveau interpersonnel

Pourquoi et comment les individus créent-ils des liens de solidarité entre eux ?

Dans ce niveau d'analyse, on cherche à rendre compte des interactions, des relations entre les individus dans un contexte déterminé. Le champ disciplinaire concerné est la psychologie systémique ou la psychologie sociale qui étudient les interactions et leurs modalités. Dans ce chapitre, les différents auteurs insistent sur l'impact des relations affectives dans notre volonté à être solidaire ou non. Ils dénoncent cependant des liens sociaux entre les personnes, de moins en moins serrés, coexistant avec «un vivre ensemble» complexe et difficile.

Pourtant, la **solidarité lie les êtres humains** entre eux. Lorsqu'ils partagent le quotidien, qu'il soit familial, professionnel ou communautaire, on peut parler de solidarité affective tel que Guy Bajoit (2003) la conçoit. Les gens sont alors solidaires parce qu'ils se connaissent, ont vécu les mêmes histoires, intériorisé les mêmes normes culturelles, ce qui permet de tisser entre eux des liens affectifs plus ou moins forts et durables. Néanmoins, plus le lien entre les individus s'élargit, plus la solidarité a besoin de structure, de mutualisation.

«Chacun d'entre nous est d'abord seul, fondamentalement seul, en ce que la singularité de la personne ne saurait être gommée ni compromise au nom d'une collectivité envahissante. Seul en ce que ses pensées et ses actions dépendent de lui, et qu'il est auteur de sa propre conduite existentielle. (...) En amont de la décision consciente de faire face ensemble aux coups du sort, les êtres humains vivent donc leur fragilité relativement solitaire.

Certes, la compassion naturelle atténue cette solitude et l'on sait que bien des sociétés dites primitives peuvent donner des leçons d'humanité et de solidarité aux sociétés modernes.

Marcel Mauss a étudié le rôle que jouent le don et la circulation des dons dans cette solidarité spontanée qui fait que le groupe humain n'est pas simple juxtaposition d'atomes isolés mais authentique communauté, où le vivre ensemble donne lieu à des dispositifs collectifs d'entraide. C'est Rousseau qui souligne l'émergence des rapports de pouvoir et de domination au fil du perfectionnement des économies, et met en évidence le paradoxe d'une extension des richesses qui ne s'assortit nullement d'une amélioration de la condition humaine.»⁷

Ainsi, la solidarité et l'entraide sont intimement liées aux types de relations que nous entretenons avec nos concitoyens. Or, celles-ci ont considérablement évolué au cours des trente dernières années. Jacques Ion⁸, sociologue français, montre l'impact de **l'évolution des relations interpersonnelles** sur le type d'actions solidaires que l'individu va entreprendre. L'auteur constate que dans notre société libérale, les actions humanitaires se diversifient et se multiplient tout en se distinguant des affiliations politiques ou religieuses. Selon lui, les engagements visent de plus en plus l'efficacité immédiate, c'est-à-dire que les individus désirent aider une personne au singulier plutôt que faire «La Révolution».

«Nous ne sommes pas plus individualistes que nos prédécesseurs, mais l'évolution de la société nous rend plus autonomes ; nous ne sommes pas plus altruistes mais la déprise d'avec les anciens systèmes d'appartenance a transformé les relations entre les individus, proches ou lointains.

7 Pena-Ruiz, H., La solidarité, une urgence de toujours, Paris, Agora Education, 2010, page 33 et 43.

8 Dossier « Le retour de la solidarité », Sciences Humaines, Février 2011, pages 36 à 52.

Ce qui est en cause ce n'est pas seulement de l'ordre de la psyché ou de réactions à la crise économique et sociale mais touche à des processus de long terme qui concernent la façon dont les individus sont liés les uns aux autres.»⁹

Justement, nombreux sont les sociologues (Cf. : Georges Balandier¹⁰, Serge Paugam¹¹, ...) qui dénoncent la crise du lien social. Ils observent en effet un nombre croissant de relations qui s'établissent instrumentalement grâce aux médias et à internet. Les hommes vivraient ensemble mais séparément. Par ailleurs, le nombre d'exclus ne fait qu'augmenter, les liens familiaux sont devenus fragiles, et une exclusion en entraîne fréquemment une autre, tant et si bien que les individus peuvent se retrouver facilement en rupture de lien social.



12

9 Ion, J., bénévolat, assistance, pourquoi s'engage-t-on?, Sciences humaines, Février 2011, page 45.

10 Balandier, G., Réel social et nouvelles démarches. Cahiers internationaux de sociologie, vol. 86, janvier-juin 1989, pp. 5-13, Paris, Presses Universitaires de France.

11 Paugam, S., Le lien social, Que sais-je?, Paris, PUF, 2009.

12 Illustration in <http://www.groupeicf.fr/groupe/lien-social-et-solidarite>

«Pour définir le lien social, on peut effectivement prendre en compte ce fondement essentiel qu'est la protection, c'est-à-dire le fait de pouvoir se dire «je peux compter sur qui ?». Tout individu se pose cette question. «Je peux compter sur un système de protection sociale généralisé mais si celui-ci s'écroule, je peux compter sur qui ? Sur mes proches, certes, sur ma famille, sur mes collègues de travail etc.» Mais ce n'est pas la seule dimension du lien social : l'autre dimension, tout aussi fondamentale, est de savoir « est-ce que je compte pour quelqu'un ? », c'est-à-dire «comment je construis mon identité de façon à ce que l'on puisse me donner une certaine valeur dans la société, sur laquelle je peux aussi compter, pour me définir socialement, comme un individu membre de cet ensemble social (...).

C'est là que se pose la question de l'utilité, que Durkheim se posait d'ailleurs aussi. L'individu doit prendre conscience qu'il est un élément d'un organe plus général. Tout le processus conduit finalement à donner à l'individu le sentiment qu'il est reconnu par autrui, c'est-à-dire par le regard que portent les autres sur lui. Il s'agit d'une quête infinie en quelque sorte, que nous sommes tous, en tant qu'êtres humains, conduits à pratiquer au quotidien. Nous sommes obligés de penser toujours à notre relation à autrui, c'est-à-dire à la façon dont nous pouvons être utiles dans notre relation avec les autres membres de la société.»¹³

Ce questionnement nous semble pertinent. Que pouvons-nous apporter aux autres membres de la société? Comment vivons-nous ensemble ? Quels liens avons-nous avec nos voisins ?

¹³ Paugam, S., Pauvreté et solidarité : entretien mené par Nicolas Delalande, texte paru dans lavedesidees.fr, le 30 mai 2008.



fICHE 3

Le niveau groupal Pourquoi et comment les individus s'engagent-ils collectivement à être solidaires ?

Ce niveau d'analyse nous permet d'aborder le groupe comme une entité dotée d'une dynamique propre. Les notions de groupe d'appartenance, de leadership, d'intelligence collective seront questionnées. La psychosociologie et la dynamique des groupes sont les disciplines qui étudient ce niveau d'analyse. Les différents auteurs que nous avons sélectionnés s'interrogent sur l'intérêt et les dangers du groupe alors que certains l'expérimentent en tant que **laboratoire de la démocratie**.

L'analyse des phénomènes groupaux montre, selon Blanchet et Trognon¹⁴, que l'individu penserait à autrui en termes de son appartenance à une catégorie, plutôt qu'en termes de personne singulière. Ainsi, l'individu chercherait à valoriser et à collaborer avec les membres de son propre groupe d'appartenance tout en discriminant les membres des autres groupes. De plus, les personnes auraient tendance à accentuer les oppositions entre groupes d'appartenance différents, ce qui ne facilite évidemment pas le lien social entre niveaux socio-économiques distincts. Le principal facteur favorisant la disparition des conduites discriminantes ou hostiles serait la **coopération effective** entre individus de groupes différents, surtout lorsque ces derniers sont interdépendants. Faire travailler les personnes entre elles alors qu'elles proviennent de milieux différents, créer de la solidarité entre groupes d'appartenance distincts est bien le défi des pratiques de la thérapie sociale initiée par Charles Rojzman (1998).

14 Blanchet, A., Trognon, A., La psychologie des groupes, Armand Collin, 2008.

En effet, ce thérapeute a été rapidement confronté aux attitudes discriminantes et haines réciproques que des individus appartenant à des groupes sociaux différents se portaient mutuellement. C'est à Mantes-la-Jolie, en région parisienne, qu'il met en place, il y a vingt ans, le dispositif qui signe son approche des groupes de parole auxquels sont conviés les habitants d'un quartier, enseignants, policiers, commerçants, adolescents.

«A partir de l'observation que j'ai tirée de mon expérience de psychothérapeute social, avec des individus et surtout des groupes, j'ai constaté l'ambivalence de l'être humain. Quels que soient l'histoire personnelle, l'origine, le milieu, l'être humain est partagé entre une capacité à l'amour et à la coopération et une défiance qui peut aller jusqu'à la haine. Bien sûr tous les êtres humains ne sont pas semblables, mais il reste que cette ambivalence est présente en chacun de nous, même si la haine et la peur peuvent prendre des masques plus acceptables en société. (...)

*Dans une société où désormais les groupes sont séparés, isolés, ghettoïsés, insularisés, l'information ne circule plus. Pas plus qu'elle ne circule dans les institutions où elle est bloquée par la peur, la peur du conflit en particulier et des représailles qui pourraient s'exercer sur ceux qui osent dévoiler les erreurs, les manques et les fautes de l'institution ou du groupe. Dans les sessions de thérapie sociale, ces jeunes, ces adultes, ces policiers, ces travailleurs sociaux, ces enseignants, ces élus, mettent peu à peu en évidence les véritables problèmes qu'on ne peut pas connaître si on ne partage pas ces informations vraies. Ils apprennent aussi petit à petit à se faire confiance, à **travailler ensemble**, malgré les conflits qui les opposent ou plutôt, dirai-je de façon provocatrice, grâce aux conflits qui permettent de mettre en évidence les contradictions et font émerger cette créativité, appelée par certains l'intelligence collective.»¹⁵*

15 Rojzman, Ch., Civilisation : mal-être et thérapie, revue psychologie de la Motivation, n°40 «Pour un humanisme éclairé», 2006
in http://institut-charlesrojzman.com/Files/civilisation_mal_etre_et_therapie.

Le groupe est, dans les faits, régulièrement utilisé comme méthode pédagogique facilitant le changement personnel et collectif. La dynamique des groupes comporte effectivement de nombreux avantages (Anzieu, 2007) : accroissement du sens collectif et du sens des responsabilités, développement du potentiel de créativité et amélioration de l'efficacité dans la conduite d'actions et, pour peu que le fonctionnement du groupe soit de qualité, une **participation démocratique** aux prises de décisions. Ainsi, acquérir des compétences en techniques d'animation pour produire, faciliter et réguler le travail de groupe devient une priorité pour le permanent CEMEA¹⁶, pour le coordinateur d'une maison de jeunes, pour l'organisateur d'un partenariat autour d'un projet¹⁷ ou encore pour le consultant en entreprise.

«A l'intérieur d'une grande organisation - entreprise, collectivité -, la constitution en petits groupes à échanges internes intenses, à cohésion élevée, adoptant comme normes de groupe des connaissances, des idées, des attitudes nouvelles, qu'ils diffusent autour d'eux, semble être un des meilleurs moyens de faire évoluer par l'intérieur toute l'organisation. (...) Le principe sur lequel se fonde l'intervention psychosociologique dans une organisation est d'amener les intéressés eux-mêmes, par le recueil de l'information et par l'échange de vues, à assumer le processus de changement dans leur propre organisation.»¹⁸

Malheureusement, le fonctionnement groupal n'est pas toujours démocratique et le risque de dérives telles que le conformisme, la perception stéréotypée de l'adversaire, l'autocensure, etc. est présent dans tout groupe restreint. Pour Simone Landry (2007), ces dérives peuvent être contrées en prenant des mesures préventives.

16 Consulter à ce sujet le programme 2011-2012 pour les acteurs associatifs du champ socioculturel et les intervenants du monde de l'éducation in <http://www.cemea.be/>

17 Lire le chapitre « Les éléments facilitateurs et/ou contraignants » de l'ouvrage collectif coordonné par Céline Martin, Aux livres citoyens! Les partenariats en questions, Cuesmes, Editions du Cerisier, 2010.

18 Anzieu, D., Martin, J.-Y., La dynamique des groupes restreints, Paris, PUF, 2007, pages 328 et 329.

«L'adoption et la mise en application de telles mesures supposent une volonté réelle d'éviter que le groupe ne se retrouve dans une dynamique d'emprise. Elle implique aussi que le leader du groupe soit animé par une vision démocratique du groupe et de son propre rôle en son sein, renonçant ainsi à l'exercice autocratique de son leadership et s'engageant sciemment dans une démarche au cours de laquelle sa propre analyse de la situation et les solutions qu'il préconisait au départ seront nécessairement et peut-être radicalement modifiées par l'interaction groupale. Un leadership d'une telle maturité est l'exception plutôt que la règle.»¹⁹

Pourtant, la plupart des **mouvements sociaux** et des **initiatives solidaires** prennent naissance dans un groupe. Ces groupes tiennent-ils suffisamment compte de l'impact du leadership et des phénomènes groupaux sur leur fonctionnement ? Pourquoi et comment se constituent-ils ? Là aussi, le niveau groupal est pertinent lorsque l'on cherche à comprendre comment des individus vont s'engager, militer et adhérer à un groupe en particulier. Si au départ la décision est individuelle, l'inscription au sein d'un groupe, d'un parti politique ou d'une association a un lien direct avec l'aspect groupal.

*«Une fois qu'il adhère, l'individu éprouve un bien-être important car il découvre d'autres personnes qui ont vécu les mêmes incertitudes et qui éprouvent un même contentement à participer au groupe. Le groupe offre à l'individu un espace nouveau, une grille de lecture de la réalité sociale nouvelle et l'analyse coûts/bénéfices s'en trouve renforcée. Ce sont surtout les bénéfices qui sont soulignés, les coûts restant à l'arrière plan, au moins dans un premier temps. **L'adhésion procure une sorte d'état de grâce** à l'individu qui décide de s'investir durablement dans la vie du groupe. (...) Retrouver d'autres semblables est un moyen pour l'individu de se rassurer sur ses choix.*

19 Landry, S., Travail, affection et pouvoir dans les groupes restreints, Presses Universitaires du Québec, 2007, page 225.

Lorsqu'il s'agit d'opter pour une opinion, de choisir une attitude, l'individu ne souhaite pas être seul. Il veut savoir que d'autres pensent comme lui. Il va donc rechercher des groupes dont il suppose que l'idéologie (au sens large) est proche de la sienne. (...) Adhérer c'est participer : il faut donc que l'action de l'individu s'inscrive dans une logique politique, humanitaire, sportive, musicale, etc... La logique d'implication n'est envisageable qu'à ce titre. Dans les mouvements sociaux, la définition identitaire étant fortement corrélée aux buts et oppositions, l'individu trouve généralement ce qu'il attend, c'est-à-dire qu'il peut participer (à des degrés divers, certes) aux actions du mouvement parce que ces dernières définissent une action générale moins contraignante que celle que l'on trouve dans une minorité active. L'activisme est moins prégnant dans un mouvement social que dans une minorité agissante».²⁰

Ainsi, Birgitta Orfali (2010) différencie les mouvements sociaux (aux enjeux plus globaux, sans obligation d'actions pratiques) tels que les altermondialistes, Greenpeace, etc. des minorités actives dont l'enjeu reste plus politique et défini par opposition aux normes en vigueur. Comme beaucoup d'autres auteurs que nous aborderons dans la suite de ce dossier, cette psychosociologue observe une recrudescence des mouvements sociaux parallèle à une déperdition des groupes de militants politiques. L'évolution technologique pourrait en partie expliquer ce phénomène. Selon l'auteur, les internautes constituent un nouveau groupe de citoyens qui amène des formes innovantes de participation citoyenne. Nous développons cet aspect plus amplement dans le niveau organisationnel ci-dessous.

20 Orfali, B., L'adhésion : militer, s'engager, rêver, De Boeck, 2010, pages 24, 47 et 48.

fICHE 4



le niveau organisationnel

Pourquoi et comment la solidarité se structure-t-elle ?

Ce niveau d'analyse est abordé lorsque l'on parle d'action collective organisée : on cherche à comprendre le processus de façonnement du regroupement de personnes qui coopèrent et se coordonnent pour poursuivre ensemble un objectif. Dans la plupart des cas, la solidarité traditionnelle se structure autour d'organisations institutionnalisées (mutuelles, syndicats, caisses de pensions,...) mais elle peut aussi se structurer sur base d'initiatives individuelles ou collectives (associations, mouvements sociaux,...). Dans ce chapitre, nous voyons comment l'évolution technologique influence la structuration de la solidarité. Les extraits d'auteurs que nous avons sélectionnés montrent que de plus en plus d'individus organisent la solidarité de leur propre initiative alors que les organisations institutionnalisées perdent de leur suprématie.

Jean-Léon Beauvois (2005) dénonce d'ailleurs les structures organisationnelles mises en œuvre dans notre société. Selon lui, elles ne sollicitent pas l'usage et le développement des ressources sociales et cognitives de tous, mais sont porteuses de domination. Le pouvoir social serait peu partagé et les individus uniformisés, soumis et silencieux. L'auteur démontre que l'individu n'est pas libre de penser, ni même d'agir comme il le croit, car on lui apprend à être **soumis aux organisations** dont il fait partie : d'abord la famille, puis l'école et enfin, le travail quand il en a.

«On se gave du mot liberté mais en ayant tranquillement renoncé à parler du pouvoir social et en acceptant ainsi que des petits chefs, tous potentiellement harceleurs, des hiérarchies qui vous écrasent et des pointeuses qui tournent toute la journée dans votre tête ; on se gave du mot liberté, quand nos prisons sont surpeuplées ; une formule démocratique dans laquelle chante les droits de l'homme en soufflant dans les pipeaux, mais en laissant non seulement au loin l'Afrique crever du sida et de la tuberculose pour raison marchande mais encore, chez nous, Pierre et Claudine crever bêtement de froid à la rue, devant les caméras urbaines qui espionnent le peuple en liberté surveillée,...»²¹

Ainsi, selon Jean-Léon Beauvois (2005), si l'individu perd sa capacité d'acteur social c'est aussi parce qu'il est manipulé par de subtiles propagandes médiatiques et qu'il est la victime des formules de marketing des grands communicateurs de la globalisation. Pourtant, parallèlement aux médias, nous observons l'influence grandissante des réseaux sociaux liés à internet : rapides, accessibles à tous et partout ; ces nouvelles technologies offriraielles un moyen aux individus pour s'organiser et se mobiliser plus facilement ? François Thoreau, aspirant du FRS-FNRS, politologue au Spiral, à l'Université de Liège, et titulaire d'un Master européen en Sciences, Technologies et Société, nuance quant à lui l'**impact des nouvelles technologies** sur la structuration des mouvements sociaux.



21 Beauvois, J.-L., Les illusions libérales, individualisme et pouvoir social, Presses Universitaires de Grenoble, 2005, page 27.

«Il est indéniable que les réseaux sociaux exercent un rôle important dans les révolutions arabes, dans la configuration sociale telle qu'elle se présente actuellement. Comment comprendre, autrement, que le régime égyptien ait tenté de «couper» Internet ? Et puis, de manière générale, les réseaux sociaux jouent certainement le rôle de vitrines, en tout cas par rapport aux opinions publiques occidentales. Toutefois, il faut tenter de comprendre le rôle précis que joue facebook dans les mobilisations sociales.

D'une part, facebook joue le rôle d'un catalyseur, c'est-à-dire d'un endroit où peut s'exprimer et se cristalliser une idée partagée, par exemple une protestation. Cela dit, il serait à la fois impensable et absurde de faire l'hypothèse que les milliers de manifestants réunis place Tahrir, en Egypte, ne sont venus que parce qu'ils se sont inscrits sur le groupe facebook «Mubarak Dégage !». Il est évident que la révolution, dans ces pays, fait droit à des frustrations et des privations bien plus lointaines, bien plus profondes, à l'exclusion d'une jeune population par un régime âgé, dictatorial et spoliateur. La révolution ne se fait pas d'abord sur facebook, ensuite, mécaniquement, dans la rue. Elle se fait partout : dans les foyers, les écoles, les universités, les commerces, les mosquées, etc. : la révolution transpire par tous les pores du social. Elle déborde à ce point que vouloir la cantonner au seul outil facebook relève du non-sens.

D'autre part, à l'inverse, une «cyber-protestation», pour massive qu'elle soit, ne prend de sens que lorsque les acteurs sociaux s'en emparent sur le terrain, et l'expérience montre que de la coupe aux lèvres, il y a souvent un pas que de nombreux «cyber-protestants» ne franchissent jamais. Du coup, ces mécanismes électifs, qui peuvent conduire rapidement à des résultats spectaculaires (autant de milliers de personnes se prononcent pour telle cause) retombent comme des soufflés, à défaut d'une mobilisation concrète, sur le terrain. (...)

Donc, de la même manière que les révolutions arabes ne sauraient être réduites à une manifestation facebook, les «cyber-protestations» ne restent que de simples pétitions de principe jusqu'à ce qu'elles trouvent un écho plus large in concreto, sur le plancher des vaches. Mis bout à bout, ces éléments permettent de « dédramatiser » le rôle joué par les réseaux sociaux, dont facebook, qui s'avèrent n'être que de simples reconfigurations des espaces de socialisation qui existaient bien avant facebook et qui, selon toute vraisemblance, lui survivront.»²²

Outre ces mouvements sociaux et ces nouveaux réseaux, diverses initiatives voient le jour au niveau local : ici un habitat groupé²³ , une coopérative de crédit alternatif²⁴ , là une entreprise autogérée²⁵, un groupe de simplistes volontaires ... Jean-Philippe Peemans (2010), docteur en droit et en sciences économiques, insiste sur l'intérêt de travailler à partir des demandes de la population locale. En effet, selon lui, il faut **s'organiser pour répondre aux nouvelles formes de marginalisation et de pauvreté** qui émergent de manière concentrée dans certaines zones géographiques comme les banlieues, les quartiers urbains en crise ou les régions en voie de désindustrialisation rapide.

22 Thoreau, Fr., Les facebook et autres twitter sont-ils l'alpha et l'oméga de la révolution sociale ?, in www.citizenbrain.eu le 30/03/2011.

23 Pour obtenir des informations sur l'habitat groupé en Région Wallonne : <http://www.habitat-groupe.be/>

24 Pour comprendre comment peut fonctionner un crédit alternatif, se référer à Michel Genet qui relate une expérience de micro-crédit en France au sein de l'ouvrage coordonné par Sophie Charlier et al.: Une solidarité en actes, UCL, Presses Universitaires de Louvain, 2004, pp. 207-213.

25 Pour obtenir des informations sur l'autogestion : <http://www.autogestion.coop/>

26 Pour plus d'informations sur le mouvement de la simplicité volontaire, se référer à l'ouvrage belge de Emeline De Bouver, Moins de biens, plus de liens, Couleur livres, Bruxelles, 2008.

«Face à ces nouvelles formes de pauvreté, on a vu se déployer progressivement des nouvelles initiatives prises généralement par de nouvelles formes d'associations que l'on peut comparer en gros aux ONG travaillant dans le Sud. Au Nord de manière générale, ces initiatives ont trouvé assez rapidement un relais et un appui dans les sections locales des divers partis politiques existants et associés à la gestion de l'appareil étatique de protection sociale. C'est ainsi qu'ont été mobilisées progressivement de nouvelles ressources pour appuyer les initiatives locales de lutte contre la pauvreté, notamment à travers une localisation croissante de certaines dépenses de protection sociale. Sont apparus peu à peu de multiples programmes sociaux se situant entre une logique de sécurité sociale co-gérée dans le cadre de la concertation sociale entre représentants du capital et du travail et une logique d'assistance publique. On a eu ainsi une évolution progressive vers une gestion locale des nouvelles formes de pauvreté. Mais on doit reconnaître que, dans l'ensemble, tous ces programmes sont restés jusque très récemment fortement marqués par la logique de croissance économique et de l'accumulation fordiste régulée».²⁷

Sophie HEINE (2010), chargée de recherche au FNRS et politologue à l'Université Libre de Bruxelles, auteur d'"Oser penser à gauche" apporte peut-être une explication au fait que l'organisation structurelle de la solidarité privilégie l'aspect local. En effet, selon cet auteur, il est nécessaire qu'une majorité d'individus ayant des intérêts communs se mobilise pour une solidarité sociale. Au niveau local, il est sans doute plus facile de réunir des personnes ayant les mêmes besoins et pouvant se donner un objectif commun concret. Par ailleurs, si l'intérêt de l'individu reste primordial dans toute action collective, à l'heure actuelle, le mouvement des indignés montre peut-être que de plus en plus de citoyens, surtout les jeunes, se sentent menacés dans leurs perspectives d'avenir.

27 Peemans J.-Ph., Une solidarité en actes, Presses Universitaires de Louvain, 2004, page 39.

«Une lecture attentive de l'histoire des changements sociaux tend à montrer que les systèmes de redistribution n'ont pas été mis en place grâce à un sentiment de solidarité partagé, mais plutôt suite à une évolution des rapports de forces sociaux et politiques, eux-mêmes fortement influencés par certaines contraintes structurelles. Dans une approche propositionnelle, on pourrait aussi arguer que le maintien ou le développement de mécanismes de redistribution pourraient reposer davantage sur l'intérêt de la majorité de la population que sur des valeurs communes ; autrement dit, on pourrait donner un fondement matériel et fonctionnel plutôt qu'éthique à ces institutions. En garantissant une application réelle des droits fondamentaux, celles-ci pourraient puiser leur légitimité dans leur conformité avec les intérêts de la majorité de la population. C'est non seulement envisageable pratiquement, mais c'est aussi hautement souhaitable car, en faisant appel aux valeurs ou à l'identité, on court toujours le risque de dérives exclusivistes. Ainsi, fonder la sécurité sociale sur des valeurs ou une identité commune risque de déboucher sur la restriction de ses avantages à une partie restreinte de la population – il suffit d'observer les demandes flamandes de régionalisation pour s'en convaincre. (...)

Mais si ces deux types de motivations expliquent la plupart des actions humaines, l'intérêt personnel demeure central quand il s'agit de mobiliser de manière substantielle. L'intérêt peut donc être un moteur à la fois pour la vitalité démocratique et pour la mobilisation sociale. Faire appel à l'intérêt individuel pour mobiliser ne signifie toutefois pas que l'on adhère à une conception individualiste méthodologique de la société. En effet, les progrès démocratiques et sociaux passent nécessairement par la mobilisation des majorités sociales ayant intérêt à ce que de telles évolutions se produisent. Mais on ne peut mobiliser des groupes sociaux sans mobiliser les individus qui les constituent. (...)

Mettre l'intérêt individuel au cœur du changement social n'implique cependant pas d'adhérer à une lecture individualiste méthodologique de la société, qui considère que celle-ci est formée par l'addition des actions individuelles. Contre cette conception aujourd'hui hégémonique, il est au contraire indispensable de réhabiliter les notions de structures et d'action collective. Faire appel à l'individu et à ses besoins doit servir à accroître les mobilisations sociales et l'engagement politique fondés sur des projets de société globaux satisfaisant les intérêts de la majorité. Les progrès sociaux semblent en effet difficilement réalisables sans l'action des groupes sociaux qui y ont intérêt, et cette action est facilitée par un certain contexte structurel et notamment économique sur lesquels les individus ont peu de prise. Tout projet progressiste devrait donc, d'une part, faire le lien entre l'intérêt de l'individu ordinaire et celui du reste de la société et, d'autre part, prendre en compte les possibilités offertes par le contexte structurel existant – caractérisé aujourd'hui notamment par la crise du capitalisme néolibéral, l'europanisation et la globalisation de l'économie.»²⁸

Ainsi, les organisations d'entraide à visée locale ne doivent pas occulter l'importance du maintien de structures plus institutionnelles qui peuvent garantir les intérêts de la majorité. Ces structures et les moyens dont elles disposeront dépendent des projets de société globaux que l'on peut faire. Les réseaux sociaux peuvent alors être un outil relayant des revendications liées à ces projets. Qu'en est-il à l'heure actuelle ? Quels sont les projets globaux de notre société ? Qui porte ces projets ? Le niveau suivant tentera de répondre à ces questions.

28 Heine, S., L'individu comme objectif ou moyen ?, Revue politique, septembre/octobre 2010, n°66, in <http://politique.eu.org/>

Le niveau institutionnel et sociétal

Pourquoi et comment la société gère-t-elle les questions de solidarité ?

Cette approche nous permet d'aborder la solidarité dans un ensemble social plus vaste que l'on nomme communément la société. Les changements visés sur ce plan aboutiront à une modification des règles institutionnelles. La perspective qui consiste à privilégier le niveau institutionnel intéresse la sociologie, plus précisément même la macrosociologie. Les auteurs à qui nous avons fait appel lancent un cri d'alarme : ils parlent de cohésion sociale en déperdition, de solidarité étatique défaillante et d'une généralisation de l'approche locale de la solidarité.

Jacques Donzelot (2007), sociologue et directeur du Centre d'études des politiques sociales de Paris, fait le point sur les changements sociétaux des vingt dernières années autour des questions de la solidarité. Ainsi, la croissance économique permettant d'envisager un progrès social initié par l'Etat tend, selon l'auteur, à disparaître. La mondialisation change la donne au niveau de la division sociale du travail et donc, de la solidarité objective entre travailleurs. En effet, le capitalisme basé sur l'actionariat laisse sur le banc une grande partie de la population. Jacques Donzelot n'en considère pas pour autant que toute forme de solidarité ait disparu de notre société. Que du contraire, plutôt optimiste, il croit en la cohésion sociale basée sur la confiance entre les personnes.

«Le thème de la cohésion sociale a connu, depuis une quinzaine d'années, une fortune rapide. La promotion soudaine d'une formule si peu définie peut paraître affaire de mode et sans grande conséquence, la vouant à une fortune aussi éphémère que soudaine. Mais elle peut aussi bien se révéler le symptôme de la mutation discrète d'un système de pensée à un autre. La coïncidence de cette promotion avec l'apparition des conséquences sociales de la mondialisation, avec le constat des difficultés des Etats Providence de tous genres à faire face à celle-ci, donnerait à penser qu'elle n'est ni fortuite, ni superficielle, mais qu'elle traduit la recherche d'une nouvelle manière d'appréhender les questions de solidarité à toutes les échelles, locales, nationales, internationales.(...)»

Puisque ladite cohésion ne peut plus, ou plus autant, prendre appui sur l'interdépendance objective existant entre les membres d'une société plus ou moins défaite et à refaire, il convient donc de miser sur la dimension subjective des liens sociaux, sur cette part volontaire, intersubjective qui entre en ligne de compte dans la protection du lien social. Qu'est-ce qui unit les membres d'une société hormis la complémentarité produite par la division du travail ? La confiance, la certitude que les autres membres de la société seront disposés à vous aider dans vos tâches, dans la résolution de vos difficultés, la croyance de chacun qu'il pourra réaliser avec les autres des projets. La confiance aussi dans les institutions, dans l'Etat et le gouvernement, dans la volonté et la capacité des dirigeants de conduire pour le mieux ce frêle esquif qu'est devenue une société à l'heure de la mondialisation, de veiller au sort de chacun en même temps qu'à l'efficacité de l'ensemble, de ne pas sacrifier l'un à l'autre. (...)

Ainsi peut-on entrevoir, dans cette recherche de confiance entre les gens, au niveau d'une communauté, d'une entreprise, d'un quartier, d'une ville, la volonté de trouver un substitut à la solidarité de classe. La disparition de celle-ci va de pair avec la conflictualité sociale réglée mais aussi avec l'apparition d'un autre danger, la séparation spatiale, sociale et ethnique préjudiciable à la dynamique de la société».²⁹

29 Donzelot, J., Un état qui rend capable, in Paugam, S., Repenser la solidarité, PUF, Paris, 2007, page 97 et 103.

Gabriel Gagnon (1992) sociologue à l'Université de Montréal fait le même constat : à l'échelle mondiale la solidarité étatique serait défaillante, mais cohabiterait avec de **multiples initiatives locales**.

« Ces transformations profondes, effectuées dans une période d'expansion de l'informatique et de la robotique, conduisent-elles à plus d'individualisme, à plus de solitude et d'aliénation ou peuvent-elles susciter de nouvelles solidarités porteuses d'émancipation ?

Pour Tixier, les nouvelles formes de management participatif analysées pourraient bien engendrer de nouvelles figures de la domination et de la violence institutionnelle, basées davantage sur des pressions d'ordre physique que sur la coercition des chronomètres: une évolution apparemment démocratique camouflerait donc un contrôle à la fois plus serré et plus insidieux.(...)

Il est donc évident que les nouveaux modes de gestion participative et les nouvelles formes de travail demeurent uniquement réservés à une mince couche de travailleurs, la majorité continuant à être soumise soit aux processus tayloriens, soit aux diverses formes de travail précaire, soit au chômage sporadique ou permanent.(...)

De nouvelles formes de solidarité peuvent-elles s'établir entre le mouvement syndical et ces travailleurs périphériques ou marginaux qu'il ne parvient plus à rejoindre et à intégrer?

Au Québec, c'est au niveau local, celui des petites villes et des quartiers, que s'établissent de nouvelles relations de ce type. Des sociétés de développement économique communautaire sont présentes dans plusieurs quartiers populaires montréalais et dans quelques villes du Québec : administrations locales, syndicats, petites et moyennes entreprises et groupes communautaires unissent leurs efforts pour améliorer l'employabilité des exclus du monde du travail.

Pour le moment, les résultats sont minces et ne suffisent pas à compenser les effets néfastes des fermetures d'usines ni ceux de l'abandon scolaire avant la fin du secondaire.

C'est encore au niveau local que les membres des mouvements ouvriers et communautaires rencontrent les militants écologistes qui, tout comme le suggère le biologiste René Dubos, ont choisi d'agir localement tout en pensant globalement. Cette évolution apparemment convergente de mouvements sociaux différents ne se fera cependant pas nécessairement dans l'harmonie. Les exclus de la société duale voudraient bien atteindre le niveau de consommation de ceux et celles qu'elle favorise, bien qu'ils soient loin de toujours adhérer aux prévisions pessimistes d'environnementalistes et d'écologistes qui leur semblent plus préoccupés d'ozone, de furannes et de baleines que de développement économique et de création d'emplois. Cela est particulièrement vrai dans les pays du Sud où le souci de l'environnement apparaît souvent comme une nouvelle tentative de domination de la part d'un Nord déjà favorisé.»³⁰

Ainsi, l'action collective au niveau local montre ses forces mais aussi ses faiblesses. Malheureusement, la confiance des individus dans l'Etat tend à s'amoinrir et s'accompagne d'un certain **manque d'intérêt pour la vie publique.**³¹ Les récents mouvements sociaux nationaux ou internationaux ont, quant à eux, une portée politique (même s'ils s'en défendent) et c'est en cela qu'ils sont signes d'espoir. La reprise en main par les individus des questions de société et de solidarité nous semble d'autant plus essentielle que le monde devient plus complexe, plus inaccessible.

30 Gagnon, G., Nouvelles formes de solidarité : le monde du travail, 1992, in http://www.uqac.ca/Classiques_des_sciences_sociales

31 Vie publique, Peut-on être citoyen et ne pas voter?, 30/05/2006, in <http://www.vie-publique.fr/decouverte-institutions/citoyen/enjeux/crise-citoyennete/peut-on-etre-citoyen-ne-pas-voter.html>

«La crise de la dette qui balaie certains pays européens prend une tournure inédite : née du choix des Etats d'emprunter pour sauver les banques, elle place des pouvoirs publics exsangues sous la tutelle d'institutions soustraites au suffrage universel. Le destin des peuples de la Grèce, du Portugal et de l'Irlande ne se forge plus dans les Parlements, mais dans les bureaux de la Banque centrale, de la Commission européenne et du Fonds monétaire international. En attendant la convergence des mouvements sociaux ? (...) En apparence, la crise de la dette souveraine découle de mécanismes «complexes» dont la compréhension exige de pouvoir jongler avec les innovations permanentes de l'ingénierie financière : produits dérivés, primes de défaillance (les fameux CDS ou credit default swaps), etc. Cette sophistication étourdit l'analyse, ou plutôt la réserve au petit cénacle des «compreneurs», qui sont généralement les profiteurs. Eux encaissent en connaissance de cause, pendant que les «analphabètes» économiques paient, imaginant peut-être qu'il s'agit d'un tribut dû au destin. Ou à une modernité qui les dépasse, ce qui revient au même. Essayons donc plutôt la simplicité, c'est-à-dire la **politique**.»³²

32 Halimi, S., Ne rougissez pas de vouloir la lune : il nous la faut, juillet 2011 in <http://www.monde-diplomatique.fr/2011/07/HALIMI/20760>

ILLUSTRATION



Exemple d'utilisation de la grille de lecture théorique par des particip'acteurs du restaurant communautaire «Beau Mur» (Liège)

Introduction

Pour illustrer de manière plus concrète l'intérêt des différents niveaux de la grille d'Ardoino, nous avons recueilli le témoignage d'un groupe de participants engagés dans une initiative locale particulièrement intéressante. Ainsi, nous avons proposé aux participants³³ du restaurant communautaire «Beau Mur», situé dans un quartier «défavorisé» liégeois, de réfléchir leur projet et actions autour de la question de la solidarité. Les extraits de textes suivants sont le produit d'une discussion des particip'acteurs du restaurant communautaire et de Peuple et Culture, ayant eu lieu le 30/08/2011.

Présentation de Peuple et Culture

Peuple et Culture (P.E.C.) est un mouvement démocratique d'action culturelle et éducative, fondé en France, en 1945, par des militants issus de la Résistance.

33 S'auto-définissant comme particip'acteurs.

Peuple et Culture Wallonie/Bruxelles est une association autonome, active depuis plusieurs années en Belgique et subventionnée, depuis 1978, par la Fédération Wallonie-Bruxelles, comme association d'Education permanente des adultes. P.E.C. a choisi d'agir prioritairement sur le terrain de l'action culturelle et de la formation, contre les inégalités, les aliénations, les conditionnements et toutes les formes d'exclusions qui font obstacles à la démocratie dans les institutions, à l'autonomie, à la responsabilité et à la citoyenneté des personnes.

«Dans le maquis, en plus de notre travail de mobilisation pour le combat, d'explication de la situation dans laquelle se trouvait la France et d'animation de veillées, nous tentions de donner des compléments de formation générale aux gars : s'entraîner à observer et à analyser, apprendre à lire et à discuter ensemble, à s'exprimer individuellement et en groupe.»

Joffre Dumazedier, sociologue français, fondateur de Peuple et Culture

Texte collectif produit d'une discussion des particip'acteurs du restaurant communautaire «Beau Mur» et de Peuple et Culture (Jean-luc Degée)

«La nécessité de la solidarité se manifeste souvent dans des **situations aiguës de souffrances partagées** : fermeture d'entreprise, explosion dans une rue, inondation d'un quartier, tremblement de terre d'une région, guerre dans un pays... Dans ces moments-là, elle est d'abord vécue par ceux qui vivent le drame et y réagissent en mettant en place des réseaux d'entraide et de coopération tout simplement parce qu'on pressent «qu'ensemble, on s'en sortira mieux». Ce sont des formes pratiques de solidarité qui ne sont pas «désintéressées» dans la mesure où c'est précisément le mieux commun qui se nourrit des intérêts de chacun et de l'aide réciproque.

Ici, on ne pense pas, on ne parle pas en termes «d'assistés» ou de «bénéficiaires», ni même de «bénévoles» ou de «volontaires»: on est participant, acteur, moteur d'une action qu'on a choisi de mener collectivement sans dépendre de la bonne ou de la mauvaise volonté des «décideurs». La formule de cuisine communautaire se construit ainsi dans un processus d'émancipation solidaire à l'image de l'expérience des cantines populaires du Pérou décrites par Carmen Lora (2004) dans l'ouvrage «Une solidarité en actes» où la dimension individuelle est aussi collective et la production alimentaire est aussi politique : le rôle nourricier va au delà de l'aliment, il incorpore, crée et reproduit un ensemble de liens affectifs très profonds. La cuisine communautaire est une expérience où les personnes peuvent vivre dans un groupe social en **confiance et autonomie** même si elle n'est pas une organisation sociale parfaite.»

«Il existait dans le quartier «Bonne Femme» à Liège un restaurant social du Beau Mur organisé par l'association des Petits Riens avec l'aide de la Croix Rouge, du relai social et du CPAS de Liège depuis une dizaine d'années... Il offrait, pour un euro, un repas complet aux personnes fragilisées financièrement, physiquement ou socialement dans le quartier et en dehors. Deux assistantes sociales encadraient cette initiative qui regroupait, plusieurs fois par semaine, plus de cinquante personnes. La veille de Noël 2009, le restaurant social du Beau Mur ferme définitivement ses portes sans qu'on sache trop pourquoi : manque de coordination des organisateurs? Restriction de financement des services publics? Modification des priorités sociales pour la Ville? Cette situation est d'autant plus vécue comme un drame que peu d'espoirs nous sont laissés, on nous dit qu' il n'y a malheureusement rien à faire!

Et c'est justement à partir de cela que **certains d'entre nous ont commencé à faire, à bouger, à s'engager** : après avoir interpellé en vain les pouvoirs publics, nous avons

progressivement construit, avec l'association Peuple et Culture dont certains connaissaient déjà les pratiques d'éducation populaire, un projet des participants, pour eux et avec eux : la cuisine communautaire qu'on pourrait tout aussi bien appeler la cuisine solidaire.»

Imputée à une mauvaise organisation ou à un Etat défaillant, les habitants du quartier «Bonne Femme» se sont d'abord individuellement indignés de la fermeture du restaurant social, car ils ne pouvaient plus consommer de la nourriture à bas prix et bénéficier d'un lieu de rencontre chaleureux. Chaque individu fréquentant l'ancien restaurant social était en relation avec les autres mais sans structuration, sans objectif commun. C'est là que l'association d'éducation permanente Peuple et Culture a pu jouer un rôle. D'un agrégat d'individus mécontents est né un groupe de citoyens prêts à s'investir. Et c'est finalement le niveau groupal qui a fortement marqué ces particip'acteurs.

«C'est d'abord une cuisine solidaire parce que chacun y contribue sur un principe d'**égalité** ; toutes les décisions sont prises en commun : la fréquence des repas, leur menu, la répartition des tâches, l'évaluation du projet... ainsi chacun est respecté et donne ses idées. Cette égalité ne se construit pas en un jour : il a fallu dépasser certaines habitudes (par exemple les tâches ménagères sont prises en charge par les hommes comme par les femmes) et certains «maquets» (par exemple, les repas pris en commun avec les demandeurs d'asile qui sont aussi accueillis dans les locaux).

C'est aussi une cuisine solidaire parce qu'elle est le fruit d'une libre coopération : chacun a ses «spécialités», mais on veille à ne pas s'y laisser enfermer et à mieux les partager (on a ainsi appris quantité de plats cuisinés que nous ignorions, et la «main verte» de ceux qui savent jardiner est mise à la disposition de tous pour le jardin potager communautaire qui est un projet lié à la cuisine).

C'est également une cuisine solidaire parce que la convivialité y est privilégiée : on n'y vient pas avec des pieds de plomb, par obligation ou pour faire plaisir, si ce n'est à nous mêmes. Cela ne veut pas dire que c'est un petit paradis: il y a des éclats, des tensions, parfois même des conflits ouverts, mais là ils s'expriment, se discutent et la plupart du temps s'aplanissent sans qu'un quelconque «responsable» doive intervenir, juger, sanctionner. En dehors de la cuisine, nous nous rendons d'ailleurs régulièrement service réciproquement à l'occasion d'un déménagement, de travaux, de déplacements, de problèmes de santé...»

Mais ce projet de cuisine populaire a dépassé le niveau groupal pour non seulement s'ouvrir vers l'extérieur, mais aussi favoriser une conscience collective émancipatrice. Dans la lignée de l'éducation populaire, une action sociale s'accompagne d'un lieu d'échange où l'on peut repenser la société. Le restaurant communautaire travaille ainsi, dans une perspective d'expérimentation et de confrontation des points de vue de chaque citoyen, à la modification des rapports sociaux en intervenant sur les représentations, les croyances et les opinions. C'est donc, finalement le niveau sociétal, en ce sens que la cuisine populaire est un acte politique, qui est relevé par les partip'acteurs.

«C'est de plus une cuisine solidaire qui est l'occasion d'**apprendre à penser et à agir** en dehors des idées dominantes de l'individualisme, de la concurrence, de la rentabilité et du profit. Elle se prolonge l'après-midi par des activités d'éducation permanente qui proposent d'apprendre ensemble à mieux lire le monde pour le changer. On organise toutes sortes d'activités après le repas de midi : ciné club, jeu éducatif, débat, participation à des initiatives politiques extérieures (ex.: colloque sur la pauvreté) ou socioculturelles extérieures (ex. : expo sur la grève 60). Plus encore que la précarité financière ou la fragilité affective, c'est l'enfermement entre nos murs qui mine nos vie.

La cuisine communautaire est une fenêtre qui nous permet, même si ce n'est pas suffisant, de respirer «un autre air». C'est enfin une cuisine de la solidarité durable et dynamique : progressivement un noyau stable s'est construit autour d'un projet partagé qui aujourd'hui n'est plus fait que de résistances à la souffrance mais de construction du mieux vivre. Cela fait notre force et notre fierté, mais il faut reconnaître qu'il ne faut pas se satisfaire d'une solidarité fermée de notre groupe. Il est vrai que nous nous sentons bien entre nous, sans doute parce que nous avons une «culture» commune (nos expériences de vie «chahutées», notre âge mûr, notre façon de parler, nos difficultés financières...). Cela explique que certains d'entre nous ne se sentent pas toujours à l'aise avec des personnes d'autres milieux et qu'inversement ils ne nous rejoignent pas.

Notre souhait est de rester ouvert au reste du monde et plusieurs d'entre nous l'ont d'ailleurs montré en collaborant à d'autres activités de Peuple et Culture (travail avec les demandeurs d'asile, fête du quartier, échanges internationaux, formations citoyennes...). Peut être devons nous, comme groupe, être plus attentif à informer et à convaincre d'autres autour de nous de ce que peut apporter une expérience vécue de solidarité dans leur vie : confiance en soi retrouvée, liens sociaux recréés, indépendance construite, impuissance dépassée, dynamisme encouragé.»

CONCLUSION



Nous retrouvons dans le projet de restaurant communautaire «Beau Mur» tous les ingrédients disséminés par les différents auteurs de ce dossier. Au niveau personnel, la privation d'un acquis va générer une frustration suffisante pour pousser les individus à se mobiliser. Au niveau interpersonnel, l'impact des relations affectives semble très important : le respect, la confiance et la coopération vont aider les particip'acteurs à créer des liens sociaux forts. Et c'est, entre autres, parce qu'ils partagent la même expérience de vie (chahutée), qu'ils vont mettre en place des dispositifs d'entraide. On peut parler ainsi de solidarité affective telle que Guy Bajoit (2003) la définit. Au niveau groupal, les particip'acteurs ont rencontré, comme l'appréhendent Simone Landry (2007) et Didier Anzieu (2007), toute une série de difficultés dans leur gestion démocratique du groupe. Mais, guidés par une association d'éducation permanente, ils sont parvenus à en éviter la plupart des écueils. Au niveau organisationnel, contrairement à la vision pessimiste de Jean-Léon Beauvois (2005), les particip'acteurs sont bien des acteurs sociaux lorsqu'ils dépassent leur soumission initiale à l'Etat pour devenir autonomes (anciennement, le restaurant dépendait des subsides et du bon vouloir des structures de l'Etat). Au niveau sociétal, ne se contentant pas d'une vision de la solidarité centrée sur leur groupe, ils sont désireux de partager leur expérience avec d'autres et d'apprendre à mieux lire le monde. Ici aussi, la nécessité de dépasser l'aspect local pour que «la goutte d'eau transforme la mer» s'est fait sentir.

Ainsi, une prise en compte du besoin vital de solidarité économique, sociale et écologique du niveau local jusqu'au niveau planétaire nous semble essentielle à notre avenir. La solidarité est issue de l'engagement et de la dépendance réciproque entre tous les acteurs de la société. Elle fonctionne parce qu'elle est utile pour tout le monde et de ce fait, indispensable. Si la solidarité peut être animée par notre

capacité à être empathique, par notre adhésion à des groupes attachés à l'idée de justice sociale ou par la soumission plus ou moins volontaire à une obligation morale, elle est aussi le fruit d'un choix rationnel qui n'a de sens que si tous les individus ont confiance dans le système. La plupart des gens qui sont volontairement solidaires le sont, soit par nécessité, soit parce qu'ils se disent qu'ils pourraient être concernés demain. En réduisant les acquis sociaux institutionnalisés, en hypothéquant nos garanties pour le futur, ce n'est pas la sécurité sociale que l'on remet en question, c'est l'idée même de la solidarité. Bien sûr, toutes les initiatives locales, dont celle développée par les participants du restaurant communautaire «Beau Mur», montrent que la créativité et l'implication des humains peuvent compenser les déficits de l'Etat. Toutefois, ne laissent-elles pas encore beaucoup trop d'inégalités dans notre Monde ? N'est-il pas urgent de penser à contre courant en politisant les débats à grande échelle?

Ce dossier n'apporte pas de solutions toutes faites ; elles n'existent pas, mais il a pour ambition de poser un regard multidimensionnel sur les questions actuelles liées à la solidarité économique, sociale et écologique. Nous espérons que ce regard vous pousse à l'action car : que ce soit au niveau personnel en étant simplement empathique, que ce soit au niveau interpersonnel en participant à un réseau d'entraide, que ce soit au niveau groupal en vous engageant, que ce soit au niveau organisationnel en mettant en place des structures de solidarité, ou au niveau sociétal en vous exprimant publiquement, le monde a besoin de citoyens qui agissent contre les inégalités sociales.

«Je vous souhaite à tous, à chacun d'entre vous, d'avoir votre motif d'indignation. C'est précieux. Quand quelque chose vous indigne comme j'ai été indigné par le nazisme, alors on devient militant, fort et engagé. On rejoint ce courant de l'histoire et le grand courant de l'histoire doit se poursuivre grâce à chacun. Et ce courant va vers plus de justice, plus de liberté (...).⁴⁰»



Analyse d'une situation

Présentation

Cette fiche présente un «outil de lecture» d'une situation collective problématique. Elle a été élaborée pour être utilisée dans un cadre professionnel associatif, mais elle est tout à fait transférable à d'autres contextes collectifs.

Cet outil n'est pas à utiliser comme un canevas d'intervention auprès des acteurs concernés par la situation conflictuelle.

Cette fiche est utile pour permettre à l'un des acteurs, impliqué dans la situation problématique, de prendre du recul, de lire plus clairement la situation grâce à l'apport du regard d'autres personnes extérieures à celle-ci. Puis alors, éclairé par ces regards multidimensionnels, de retourner dans la situation collective problématique pour envisager des pistes de solutions avec les autres, dans une visée que nous espérons solidaire.

Document de synthèse des cinq niveaux d'Ardoino :

«Quelles informations rechercher ?»

(Document en appui de la démarche d'analyse collective présentée ci-après.)

Niveau individuel

- ◆ Traits de caractère, style de personnalité.
- ◆ Façons habituelles de réagir de cette personne, attitudes, comportements caractéristiques.
- ◆ Compétences ou incompétences, aux niveaux professionnel, relationnel, social.
- ◆ Enjeux personnels.
- ◆ Hypothèses concernant des intentions cachées ou des problèmes personnels (santé physique ou mentale, problèmes familiaux).

N.B. : ce niveau de lecture est très subjectif, visant à faire porter la responsabilité du conflit sur une personne ; le but de la démarche est d'envisager l'existence d'éléments réels susceptibles d'expliquer la situation, pas de s'incruster dans l'intimité de la personne.

Niveau interpersonnel

- ◆ Identifier des relations fortes entre deux personnes, soit de bonne entente, soit de mauvaise entente.
- ◆ Caractériser la nature des relations «positives» : complémentarité professionnelle, amitié, relation affective, enjeux sexuels ...
- ◆ Caractériser la nature des relations «négatives» : conflit de compétence, rivalité pour l'obtention d'un poste, divergences idéologiques, incompatibilité d'humeur ou de caractère ...

- ◆ Décrire les modes de communication entre ces personnes : prennent-elles le temps de se parler, d'écouter l'autre, de vérifier les informations officieuses, de s'expliquer, d'échanger au sujet d'avis divergents ?

Niveau groupal

- ◆ Quels sont les groupes concernés par le conflit ?
- ◆ Dans chaque groupe, repérer :
 - les leaders et les personnes influentes
 - les sous-groupes et les alliances
 - les normes qui, si elles ne sont pas respectées, entraînent la désapprobation ou la mise à l'écart par les autres membres du groupe
 - ce qui favorise la cohésion et la bonne ambiance dans le groupe

Niveau organisationnel

- ◆ Disposition des locaux et impact sur les relations entre les travailleurs et/ou volontaires et/ou participants-stagiaires-bénéficiaires-usagers.
- ◆ Organisation des horaires et impact sur les relations entre les travailleurs et/ou volontaires et/ou participants-stagiaires-bénéficiaires-usagers.
- ◆ Définition des finalités de l'association et des objectifs à atteindre.
- ◆ Incidence de l'évolution des participants-stagiaires-bénéficiaires-usagers sur la définition des objectifs :
identification des acteurs de l'association jouant un rôle à ce niveau.
- ◆ Clarté de l'organigramme.

- ◆ Composition de l'assemblée générale et du conseil d'administration.
- ◆ Identification des catégories d'acteurs et de leurs intérêts respectifs.
- ◆ Définition des rôles et des fonctions.
Est-elle claire, bien acceptée, effective ?
- ◆ Exercice de la fonction de contrôle.
- ◆ Diffusion et circulation de l'information officielle.
- ◆ Identification des réseaux de communication informelle.
- ◆ Modalités de coordination à l'intérieur des unités et entre les unités.
- ◆ Clarté des modes de prise de décision, aux différents niveaux.
- ◆ Existence de lieux d'échanges permettant la gestion des difficultés
 - au niveau du travail proprement dit
 - au niveau des relations entre les travailleurs
 - au niveau des relations entre la direction et les travailleurs

Niveau institutionnel

- ◆ Identification des «forces» présentes au moment de la fondation de l'association (par «forces», il faut entendre des pouvoirs publics, des militants, des membres fondateurs, des institutions publiques ou privées, etc.).
- ◆ Repérage de grandes dates ayant marqué l'histoire de l'association à partir, notamment, de l'arrivée d'autres «forces» dans l'association.
- ◆ Caractéristiques de l'«esprit maison», de l'idéologie dominante au sein de l'association.

- ◆ Description de ce qui s'est passé lors de moments clé tels que les grands conflits, les changements de direction et/ou coordination, les réorganisations internes, les partenariats importants, etc.
- ◆ Identification de conflits de valeurs entre les représentants de l'idéologie dominante et d'autres acteurs porteurs de projets ou de valeurs différents. Comment se sont résolus ces conflits et quel sort l'association réserve-t-elle à ceux de ces membres qui proposent des choses différentes ?
- ◆ Identification de valeurs divergentes entre différentes catégories d'acteurs.
- ◆ Identification de valeurs divergentes entre différents secteurs ou implantations de l'association.
- ◆ Identification de valeurs nouvelles au sein de la société globale, valeurs qui remettent en question les valeurs dominantes de l'association. Comment celle-ci gère-t-elle cette opposition ?



Canevas d'analyse collective d'une situation - D'après les cinq niveaux d'Ardoino

Répartition des rôles

A : anime, gère le temps, garantit le respect de la procédure de travail, interviewe B.

B : présente une situation conflictuelle actuelle et cruciale, répond aux questions en se limitant à donner de l'information pertinente, sans disserter sur des hypothèses explicatives ou sur des tentatives de solution.

C : cherche des éléments et des solutions au niveau individuel.

D : cherche des éléments et des solutions au niveau interpersonnel.

E : cherche des éléments et des solutions au niveau groupal.

F : cherche des éléments et des solutions au niveau organisationnel.

G : cherche des éléments et des solutions au niveau institutionnel.

Première phase :

présentation de la situation (15 min)

A interviewe B selon le schéma suivant :

- Quel est l'objet du conflit ou de la situation collective problématique ?
- Quels sont les acteurs concernés ?
- Comment le conflit ou la situation collective problématique se manifeste-t-elle ?

- Citez 5 moments clé de ce conflit, moments précis au cours desquels des événements ou des prises de position ont fait évoluer le conflit ou la situation collective problématique de manière significative.

C, D, E, F et G écoutent et prennent note.

Deuxième phase :

préparation des questions (5 minutes)

C, D, E, F et G réfléchissent aux deux questions les plus pertinentes à poser à B pour que celui-ci leur donne des éléments d'information pouvant enrichir leur niveau d'analyse. A et B se reposent un peu.

Troisième phase :

réponse aux questions =

apport d'informations ciblées (40 minutes)

A demande successivement à C, D, E, F et G de poser chacun leur deux questions à B. Il vérifie que celui-ci réponde uniquement en apportant de l'information et non des explications et analyses personnelles.

Quatrième phase :

préparation des rapports par niveau d'analyse (15 minutes)

C, D, E, F et G préparent chacun une petite synthèse concernant la vision qu'ils ont du conflit ou de la situation collective problématique à partir de leur niveau de lecture. Ils proposent également trois pistes de solution différentes que B pourrait tenter de mettre en œuvre.

Cinquième phase : mise en commun (10 minutes)

Lecture et discussion des cinq rapports, animées par A.

B n'intervient qu'à la fin de la discussion.

Conclusions.

BIBLIOGRAPHIE



Anzieu, D., Martin J-Y., La dynamique des groupes restreints, Paris, PUF, 2007

Ardoino., J., Propos actuels sur l'éducation, Edition Hommes et Organisations, 1965

Bajoit, G., De l'individuel au collectif, Comment articuler individuel et collectif en vue du changement social, Antipod, n°192, mai 2011, in www.lteco.be

Bajoit, G., Le changement social, Approche sociologique des sociétés occidentales contemporaines, Collection Cursus, Armand Collin, 2003

Balandier, G., Réel social et nouvelles démarches, Cahiers internationaux de sociologie, vol. 86, janvier-juin 1989, Paris, Presses universitaires de France

Beauvois, J.-L., Les illusions libérales, individualisme et pouvoir social, Presses Universitaires de Grenoble, 2005

Blanchet, A., Trognon, A., La psychologie des groupes, Armand Collin, 2008

De Bouver, E., Moins de biens, plus de liens, Couleur livres, Bruxelles, 2008

Drion, Cl., Genre et niveaux d'intelligibilité du social, Le Monde selon les femmes, 2005, in <http://www.mondefemmes.org>

Gagnon, G., Nouvelles formes de solidarité : le monde du travail, 1992, in http://www.uqac.ca/Classiques_des_sciences_sociales

Heine, S., L'individu comme objectif ou moyen ?, Revue politique, septembre/octobre 2010, n°66, in <http://politique.eu.org/>

Halimi, S., Ne rougissez pas de vouloir la lune : il nous la faut, juillet 2011 in <http://www.monde-diplomatique.fr/2011/07/HALIMI/20760>

Hessel, St., Indignez-vous!, Indigène édition, décembre 2010

Landry, S., Travail, affection et pouvoir dans les groupes restreints, Presses Universitaires du Québec, 2007

Le retour de la solidarité, Sciences Humaines, février 2011

Orfali, B., L'adhésion : militer, s'engager, rêver, De Boeck, 2010

Martin, C., Aux livres citoyens! Les partenariats en questions, Cuesmes, Editions du Cerisier, 2010

Paugam, S., Le lien social, Que sais-je?, Paris, PUF, 2009

Paugam, S., Pauvreté et solidarité : entretien mené par Nicolas Delalande, texte paru dans laviedesidees.fr, le 30 mai 2008

Paugam, S., Repenser la solidarité, PUF, Paris, 2007

Pena-Ruiz, H., La solidarité, une urgence de toujours, Paris, Agora Education, 2010

Peemans, J.-Ph., Une solidarité en actes, Presses universitaires de Louvain, 2004

Rojzman, Ch., Civilisation : mal-être et thérapie, revue psychologie de la Motivation, n°40 «Pour un humanisme éclairé», 2006, in http://institutcharlesrojzman.com/Files/civilisation_mal_etre_et_therapie

Rojzman, Ch., Savoir vivre ensemble, Editions Syros, Paris, 1998

Tisseron, S., L'empathie au cœur du jeu social, Albin Michel, 2010

Thoreau, Fr., Les facebook et autres twitter sont-ils l'alpha et l'oméga de la révolution sociale ?, 30/03/2011, in <http://www.citizenbrain.eu>

Vie publique, Peut-on être citoyen et ne pas voter ?, 30/05/2006, in <http://www.vie-publique.fr/decouverte-institutions/citoyen/enjeux/crise-citoyennete/peut-on-etre-citoyen-ne-pas-voter.html>

Intentions de ce livret

- ◆ Sensibiliser à la précarité et la complexité de la solidarité économique, sociale et écologique car elle est quotidiennement remise en question
- ◆ Proposer un regard multidimensionnel sur les questions actuelles liées à la solidarité économique, sociale et écologique
- ◆ Donner à lire une expérience collective solidaire dans laquelle la créativité et l'implication collectives des personnes ont pu compenser certains déficits de l'Etat
- ◆ Proposer la grille de lecture d'Ardoino pour analyser une situation collective problématique et rechercher des pistes de solutions solidaires à mettre en œuvre collectivement

Public visé

- ◆ Les animateurs/trices, formateurs/trices, coordinateurs/trices de l'associatif du secteur social, socioculturel, d'éducation permanente
- ◆ Les enseignants
- ◆ Toute personne intéressée par cette thématique

« L'ambition de ce dossier est de sensibiliser à la précarité et la complexité de la solidarité. Issue de multiples conquêtes sociales ayant fait l'objet de nombreuses révoltes et tensions politiques, la solidarité économique, sociale et écologique est quotidiennement remise en question. Alors qu'un fossé social se creuse inexorablement en fonction de notre niveau d'éducation, de notre sexe, de notre capacité à travailler ou pas, de notre pays (voire région) d'origine, le principe de solidarité sociale devient un enjeu essentiel pour le monde de demain. Face à la mondialisation et aux objectifs de croissance perpétuelle, comment gérons-nous l'accroissement des inégalités sociales ? Afin d'élargir notre réflexion, nous avons fait appel à de multiples auteurs, philosophes, psychosociologues et journalistes qui se sont penchés sur cette question. Nous désirons partager avec vous leur point de vue car l'actualité nous montre à quel point la question est cruciale. A l'appel lancé par Stéphane Hessel, Google ramène 1.610.000 références pour "Indignez-vous!" et 6.490.000 pour "indignés".

Néanmoins, comprendre les mécanismes de la solidarité économique, sociale et écologique actuellement en jeu est une tâche complexe et vaste. C'est pourquoi, nous pensons qu'il est utile de structurer notre questionnement en s'outillant d'avantage. Selon Jacques Ardoino (1965), psychosociologue et consultant pour l'UNESCO, il est essentiel lorsque l'on désire analyser une réalité sociale de prendre en compte toute sa complexité. C'est pourquoi, l'auteur nous propose d'utiliser une grille de lecture qui comporte cinq niveaux d'analyse : le niveau personnel, le niveau interpersonnel, le niveau groupal, le niveau organisationnel, le niveau sociétal. Nous espérons que cet outil multidimensionnel nous permettra d'élargir notre réflexion stratégique en évitant les analyses réductrices.

Ainsi, pour chaque niveau de lecture, nous avons sélectionné dans ce dossier de manière partielle et partielle, des extraits d'auteurs qui nous semblaient apporter des éléments de compréhension autour du thème de la solidarité. Tous ces auteurs sont en quête d'un pouvoir social partagé, d'une économie écologique et solidaire, de l'abolition des fractures sociales et chacun nous livre avec sa paire de lunettes disciplinaire les obstacles à cette solidarité rêvée. Par ailleurs, nous avons mis à l'épreuve la grille d'Ardoino en l'utilisant pour alimenter la réflexion d'un petit groupe de participants engagés dans un projet de solidarité en actes. Ce témoignage raconte, expérience faite, les difficultés et victoires d'un restaurant communautaire. »

Ce livret est un outil d'éducation permanente réalisé avec le soutien du Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles.